


# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

---



Département de l'Hérault - Ville d'Agde - SODEAL

**Marché global de performance relatif  
aux installations électriques et d'eau  
potable ainsi qu'au développement de  
services du port principal et du port  
d'Ambonne du Cap d'Agde.**



L'objet du présent Règlement de la Consultation est de définir et d'organiser les relations entre les candidats et le Pouvoir adjudicateur au cours de la procédure de passation du marché, ainsi que les modalités de remise et d'appréciation des propositions des candidats. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la présente procédure se déroule en deux phases :

**1° PHASE DE CANDIDATURE** : sélection des trois candidats admis à remettre une offre ;

**2° PHASE D'OFFRES** : sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de la phase de négociation, parmi les offres des trois candidats sélectionnés à l'issue de la phase de candidature.

Les candidats admis à remettre une offre se verront adresser une invitation à soumission une offre à l'issue de la phase de candidature, dans les conditions prévues par le présent Règlement de la consultation.


**Date limite de réception des candidatures** : La date de remise des candidatures est communiquée au sein de l'avis de publicité

**Date limite de réception des offres** : La date de remise des offres sera communiquée aux trois candidats retenus à l'issue de la phase candidature



## SOMMAIRE

1.	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	5
1.1.	Objet.....	5
1.2.	Mode de passation.....	10
1.3.	Type et forme de contrat.....	10
1.4.	Déroulement de la procédure.....	12
1.5.	Décomposition de la consultation.....	12
1.6.	Montant prévisionnel estimé du marché.....	12
1.7.	Nomenclature.....	12
2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	13
2.1.	Délai de validité des offres .....	13
2.2.	Forme juridique du Titulaire du marché.....	13
2.3.	Sous-traitance.....	14
2.4.	Variantes.....	14
3.	LES INTERVENANTS .....	15
3.1.	Identification du Pouvoir adjudicateur .....	15
3.2.	Assistance à Maîtrise d'ouvrage.....	15
3.3.	Contrôle technique.....	15
3.4.	Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	15
4.	CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT .....	16
4.1.	Durée du contrat ou délai d'exécution .....	16
4.2.	Modalités essentielles de financement et de paiement .....	16
4.3.	Conditions particulières d'exécution.....	16
5.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	17
6.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	18
6.1.	Documents à produire.....	18
6.2.	Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration :.....	20
6.3.	Visites des sites .....	21
7.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....	22
7.1.	Transmission électronique .....	22
8.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	24
8.1.	Sélection des candidatures.....	24
8.2.	Attribution des marchés.....	25



8.3.	Suites de la procédure .....	25
9.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	27
9.1.	Adresses supplémentaires et points de contact.....	27
9.2.	Procédures de recours.....	27
10.	ANNEXES.....	29
10.1.	Annexe 1 – Description des prestations à la charge du Titulaire.....	29
10.2.	Annexe 2 – Recueil des références.....	30



# 1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

## 1.1. Objet

### 1.1.1. Périmètre et étendue de la consultation

La SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'AGDE ET DU LITTORAL (SODEAL), dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement sur le territoire portuaire délégué par la commune d'Agde, a pour mission l'entretien, la maintenance et l'aménagement des sites suivants : Port du Cap d'Agde, port d'Ambonne et Centre Nautique de la commune d'Agde. Il s'agit d'une concession de service public pour la gestion et l'exploitation.

Les ports principal et d'Ambonne du Cap d'Agde existent depuis une quarantaine d'années et représentent parmi les plus importants ports de plaisance d'Europe. Le périmètre concédé à la SODEAL est représenté sur les deux plans suivants :



Port principal





Port d'Ambonne

L'objet de la présente consultation est la conclusion d'un marché global de performance relatif aux installations électriques, d'eau potable ainsi qu'au développement de services sur le port principal et le port d'Ambonne du Cap d'Agde.

Ce marché concerne ainsi l'exploitation-maintenance ainsi que la réalisation de travaux d'extension, de renouvellement et de rénovation sur l'intégralité du périmètre concédé à la SODEAL.

L'attention des candidats est néanmoins attirée sur le fait que les travaux sur la Zone technique ainsi que sur le Quai de la Trinquette du port principal sont réalisés dans le cadre d'un autre marché. Ces deux secteurs ne seront donc pas concernés par l'ensemble des prestations du poste G4 « Travaux d'extension, d'amélioration, de renouvellement ou de rénovation du patrimoine ». De ce poste, seules les prestations relevant de l'amélioration, du renouvellement et de la rénovation du patrimoine seront à la charge du Titulaire (cf. paragraphe 1.1.4 du présent Règlement de la consultation). Ces deux secteurs sont repérés sur les plans suivants :

Zone Technique :



### Quai de la Trinquette :



Les prestations du marché concernent les installations et équipements listés ci-après :

#### **X Les installations électriques des ports :**

- Eclairage public ;
- Réseau électrique et ses composantes : TGBT, coffrets et armoires d'alimentation, câbles, dispositifs de protection ou de coupure, dispositifs différentiels, etc. ;
- Bornes connectées électricité, eau potable et télécommunications ;
- Contrôle d'accès aux équipements ;
- Superviseur permettant de piloter l'ensemble des installations connectées et d'assurer les contrôles d'accès aux équipements réservés aux plaisanciers. L'objectif étant la maîtrise des pertes de fluides, pour l'eau notamment, et des consommations d'énergies. Il traitera les données collectées, et fera fonctionner les applicatifs associés :
  - La gestion des bornes connectées électricité, eau et télécommunications ;
  - La télémétrie, gardienne des consommations ;
  - Le contrôle d'accès ;
  - La vidéo exploitation ;
  - L'affiche dynamique, borne d'accès aux services ;
  - L'application mobile.
- Gestion de Maintenance assistée par ordinateur (GMAO) permettant de tracer et de programmer les interventions sur les ports ;
- Réseau fibre, permettant la transmission des données de pilotage, notamment le retour d'image des caméras ;
- Réseaux Wi-Fi, permettant de mailler le réseau de communication et de donner l'accès au net aux plaisanciers ;
- Réseau LORA.

#### **X La distribution d'eau potable via les bornes connectées ;**

#### **X L'amélioration et le développement de la qualité d'accueil et des services des ports :**

- Développement d'une application mobile.

#### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Département de l'Hérault – Ville d'Agde – SODEAL

Marché global de performance relatif aux installations électriques et d'eau potable ainsi qu'au développement de services du port principal et du port d'Ambonne du Cap d'Agde.

## 1.1.2. Description et état du patrimoine existant

### X Concernant les installations électriques des deux ports :

Il existe actuellement 806 bornes énergies dans le périmètre du Marché :

Secteur	Borne avec prise uniquement	Borne avec prise et éclairage	Borne avec prise, éclairage et prise d'eau
Centre-Port / Phéniciens	2	192	38
Iles des Loisirs / Bassin n°4 / Palangrier	-	123	104
Iles Saint Martin	-	-	27
Malfato	-	84	35
Ile des Pêcheurs / Avant-Port	-	60	-
Port soleil Naturiste	1	39	10
Zone technique	1	29	5
Avant-Port	2	54	-
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>581</b>	<b>219</b>
<b>Total de 806 Bornes énergies</b>			

### X Concernant les actuels services disponibles des deux ports :

La stratégie marketing et promotion de la destination s'articule autour de 4 axes identitaires. La mer et le nautisme forment le premier axe intitulé « Le goût du large ». Les 3 autres axes sont :

- « So nature », pour l'environnement préservé
- « Racines et terroir », pour la richesse du patrimoine historique et culturel
- « 100% loisirs, de jour et de nuit », pour la variété des activités et leur mise en place tout au long de l'année

Pour rester compétitive, la station nautique « Cap d'Agde » doit aussi poursuivre ses engagements dans les démarches qualité à destination des plaisanciers, des visiteurs, des prestataires touristiques locaux et de la Ville :

- Qualité des services : marque nationale « Qualité Tourisme », le label « Qualité Sud de France », le label « qualité plaisance » le label Famille Plus...
- Qualité des espaces : Pavillon Bleu d'Europe pour le port et les plages, engagement en cours dans le label « Tourisme et handicap » et « Port ouvert à tous » notamment l'accessibilité avec l'installation d'équipements spécifiques.





L'Évènementiel :

- Engagement 1 : Le salon nautique d'Automne :

Le rayonnement et l'impact économique local du salon nautique n'est plus à démontrer. Sa fréquentation est en constante progression, et les retours de la part des professionnels sont positifs.

- Engagement 2 : Maintenir et développer des événements autres que le Salon nautique, comme :
  - WEEK-END BLEU : le Centre Nautique, avec les professionnels et les associations nautiques organisent ce rendez-vous qui s'inscrit dans le cadre du label « France Station Nautique ».
  - Autour du Village Nautique en Centre Port, tout est possible pour les plus petits au plus grands dans la découverte de la pratique des sports et des loisirs nautiques durant ces deux jours, ce, autour de toutes les facettes de la Grande Bleue. Un programme gratuit et varié, avec baptêmes et animations en font un rendez-vous très prisé pour lancer la saison nautique au mois de mai.
  - Accueil de vieux gréments avec visites organisées ;
  - La Fête de la Mer ;
  - Epreuve nationale de Stand Up Paddle ;
  - Kidibul Cup Optimist / Epreuve internationale d'optimist Kidibul Cup ;
  - Autres épreuves nautiques sportives.

### 1.1.3. Les attentes de la SODEAL

La SODEAL souhaite ainsi engager des travaux d'amélioration, de renouvellement et de rénovation de son patrimoine. L'association de la maintenance, de l'exploitation et des travaux doit permettre d'améliorer la performance en termes de qualité de service et d'efficacité énergétique et de développement durable. Les résultats attendus dans le cadre de ce marché sont listés de manière générale et non exhaustive ci-après :

- La mise en place d'un superviseur qui permettra à la SODEAL de piloter l'ensemble des installations connectées des deux ports (et notamment les bornes connectées électricité, eau et télécommunications), mais également d'assurer à distance la gestion des contrôles d'accès aux équipements aux plaisanciers. Le superviseur devra permettre à minima de bloquer et de supprimer des accès aux plaisanciers ;
- La mise en place d'une logistique de maintenance qui permette à la SODEAL de contrôler et de tracer l'ensemble des prestations et performances de ses services et du Titulaire, et également d'en programmer (GMAO) ;
- Une réduction des coûts de fonctionnement en termes d'énergie, d'entretien et de réparations, par rapport à la situation actuelle. Le titulaire réalisera un audit contradictoire complet des installations permettant de définir une « situation de référence » ;
- Une meilleure qualité de services offerte aux plaisanciers, notamment au travers :
  - ✗ Des travaux de renouvellement, d'extension et de mise en conformité des installations qui seront réalisés ;
  - ✗ La mise en place d'un système de vidéosurveillance sur l'ensemble des secteurs permettant d'assurer une astreinte dans l'exploitation du site et de l'utilisation par les usagers ;
  - ✗ Le respect dans le cadre des travaux qui seront réalisés, de la qualité esthétique des installations et équipements, prenant en compte une homogénéité sur l'ensemble du périmètre ainsi que son environnement immédiat ;

#### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Département de l'Hérault – Ville d'Agde – SODEAL

Marché global de performance relatif aux installations électriques et d'eau potable ainsi qu'au développement de services du port principal et du port d'Ambonne du Cap d'Agde.

- ✕ Des opérations visant à assurer la sécurité des personnes et des biens, notamment en éliminant les risques d'électrification du public et des intervenants existants du fait de la position des certaines installations électriques au bord de l'eau ;
  - ✕ De la réalisation de contrôles annuels des équipements qui seront rendus obligatoires ;
  - ✕ De la mise en place d'outils numériques telle qu'une application smartphone permettant le suivi et l'actualité des ports, et également d'orienter les plaisanciers vers de l'écotourisme ;
- Les besoins exprimés se déclinent en résultats minimaux à obtenir sur lesquels le Titulaire doit s'engager. Ce dernier pourra souscrire des engagements allant au-delà des résultats minimaux requis pour valoriser son offre, sous réserve d'exprimer clairement les méthodes utilisées et les éventuelles contreparties ;
  - La conformité de l'ensemble des solutions techniques aux normes et réglementations en vigueur, tout en tenant compte des contraintes définies au CCTP qui sera fourni en phase d'offres ;
  - La mise en œuvre de solutions techniques permettant de réduire les consommations d'énergie en vue d'atteindre les objectifs de la SODEAL, tout en assurant la sécurité et le confort des plaisanciers et des intervenants sur le site ;
  - Toutes les installations et équipements devront avoir des caractéristiques techniques qualitatives, assurant leur pérennité et leur performance au regard des résultats minimaux à obtenir. L'attention sera également portée sur le choix des fournisseurs retenus qui devront présenter des qualifications et des références spécifiques en adéquation avec le présent projet.

Dans le cas où les objectifs ne seraient pas précisément quantifiés au sein du CCTP qui sera fourni en phase d'offres, il est attendu que les candidats indiquent les objectifs et résultats sur lesquels ils s'engagent au sein de leur proposition.

#### 1.1.4. Définitions des prestations du marché

Les différentes prestations objet du présent marché, leur description, leur délai d'exécution ainsi que leur type de rémunération, sont présentés en **Annexe 1** du présent Règlement de la consultation.

### 1.2. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est :

- ☒ Procédure avec négociation – articles L2124-3, R2161-12 à R2161-20 du Code de la Commande Publique pour les pouvoirs adjudicateurs

### 1.3. Type et forme de contrat

Le présent marché est un marché global de performance soumis pour sa passation et son exécution au Code de la Commande Publique. Il est défini suivant l'article L2171-3 du Code de la Commande Publique :

« Le marché global de performance associe l'exploitation ou la maintenance à la réalisation ou à la conception-réalisation de prestations afin de remplir des objectifs chiffrés de performance. Ces objectifs sont définis notamment en termes de niveau d'activité, de qualité de service, d'efficacité énergétique ou d'incidence écologique. Le marché global de performance comporte des engagements de performance mesurables. »

### 1.3.1. Type de marché de travaux :

- ☐ Exécution  
☒ Conception – réalisation

### 1.3.2. Type de marché de fournitures :

- ☐ Achat    ☐ Location    ☐ Crédit-bail  
☐ Location –vente  
☒ Plusieurs de ces formes

### 1.3.3. Type de marché de services :

Sans objet.

### 1.3.4. S'agit-il d'un accord-cadre (articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique) ?

Non ☒                      Oui ☐

### 1.3.5. S'agit-il d'un marché à tranches ?

Non ☒                      Oui ☐

### 1.3.6. S'agit-il d'une convention de prix associée à des marchés types ?

Non ☒                      Oui ☐

### 1.3.7. S'agit-il d'un marché ordinaire ?

Non ☐                      Oui ☒

## 1.4. Déroulement de la procédure

La procédure se déroule en deux phases successives :

- > **1° Phase de candidature** : le Pouvoir adjudicateur rejette les candidatures irrecevables, analyse et attribue une note à chacune des candidatures au regard des critères décrits à l'article 8.1 du présent document. A l'issue de l'analyse, le Pouvoir adjudicateur établit la liste des trois candidats admis à remettre une offre. Une lettre d'invitation à remettre une offre sera alors transmise aux trois candidats retenus ;
- > **2° Phase d'offres** : Le Pouvoir adjudicateur rejette les offres irrecevables, analyse et attribue une note à chacune des trois offres au regard des critères décrits à l'article 8.2 du présent document. A l'issue de l'analyse, les candidats seront éventuellement convoqués à la phase de négociation. Le choix du Titulaire sera ensuite validé par une décision matérialisée du représentant du Pouvoir adjudicateur. Ce dernier procédera également à la signature du Marché.

## 1.5. Décomposition de la consultation

Non ☒ Oui ☐

La présente consultation n'est pas divisée en lot en raison de :

La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 1.6. Montant prévisionnel estimé du marché

Le montant prévisionnel du marché est estimé à 9 500 000,00 €HT.

## 1.7. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
50246000-1	Entretien d'équipement portuaire.
34998000-9	Équipement de commande et de contrôle, de sécurité ou de signalisation d'installations portuaires.
71300000-1	Services d'ingénierie.
71323100-9	Services de conception de réseaux d'énergie électrique.
45317000-2	Autres travaux d'installation électrique.



45316230-6	Installation de matériel de signalisation portuaire.
65100000-4	Distribution d'eau et services connexes.
45316110-9	Installation de matériel d'éclairage public.
50232100-1	Services d'entretien de l'éclairage public.
45241600-4	Installation de matériel d'éclairage portuaire.
50000000-5	Services de réparation et d'entretien.
72212000-4	Services de programmation de logiciels d'application.
72421000-7	Services de développement des applications client Internet ou intranet.

## 2.CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2. Forme juridique du Titulaire du marché


Le Pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement au Titulaire du présent marché. En revanche, pour la bonne exécution de ce-dernier et compte tenu de sa durée, en cas de candidature en groupement, la forme souhaitée par le Pouvoir adjudicateur après attribution du marché est un groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire de chacun des membres du groupement. Si le groupement attributaire du Marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au présent Règlement de la Consultation.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Le Titulaire devra par ailleurs satisfaire à la composition suivante en termes de compétences et de qualifications :

- Electricité HT/BT (réseaux et télécommunications) ;
- Eclairage CFO/CFA ;
- AEP ;
- Gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) ;
- Système de Supervision pour le suivi des consommations ;
- Communication / Développeur d'outils numériques (application smartphone).





Le cas échéant, les compétences de chaque membre de l'équipe devront être clairement identifiées. En cas de groupement, le mandataire devra détenir la compétence « Electricité HT/BT ».

## 2.3. Sous-traitance

---

Les candidats peuvent présenter un ou plusieurs sous-traitants au Pouvoir adjudicateur, soit à la remise de leur candidature, soit en cours d'exécution du marché.

Un candidat qui envisage dès la remise de sa candidature, de sous-traiter une partie des prestations du marché doit en informer le Pouvoir adjudicateur. La déclaration d'un sous-traitant par le candidat doit être jointe en annexe à l'acte d'engagement, dans l'enveloppe comportant l'offre comme indiqué au présent Règlement de la consultation.

## 2.4. Variantes

---

Aucune variante n'est autorisée.

## 3. LES INTERVENANTS

### 3.1. Identification du Pouvoir adjudicateur

---

Nom et adresse de l'organisme du Pouvoir adjudicateur :

Société d'Aménagement d'Agde et du Littoral – SODEAL  
21 Cours des gentilshommes  
34 300 CAP D'AGDE  
Tél : 04 67 94 41 83  
Courriel : [contact@sodeal.fr](mailto:contact@sodeal.fr)

Représentant du Pouvoir adjudicateur : Le Président Directeur Général.

### 3.2. Assistance à Maîtrise d'ouvrage

---

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU RENE  
1 Bis Place des Alliés  
34500 BEZIERS  
Tél : 04 67 09 26 10  
Courriel : [info@gaxieu.fr](mailto:info@gaxieu.fr)

### 3.3. Contrôle technique

---

Le contrôleur technique ainsi que ses missions seront précisés ultérieurement.

### 3.4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

---

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.



## 4.CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

### 4.1. Durée du contrat ou délai d'exécution

---

La durée du marché est fixée à 10 ans à compter de la réception par le Titulaire de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations, dont la date prévisionnelle est fixée au 2 janvier 2023. Le Pouvoir adjudicateur souhaite ainsi que le marché s'étende sur la période suivante : 02/01/2023 à 31/12/2032.

### 4.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

---

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 4.3. Conditions particulières d'exécution

---

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social conformément à l'article L. 2112-2 du Code de la Commande publique, dont le détail sera indiqué dans le C.C.A.P qui sera fourni en phase d'offres. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

En effet, en application de l'article 2 de l'Ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, les marchés globaux prévoient la part minimale de l'exécution du marché que le Titulaire s'engage à confier directement ou indirectement à des PME ou à des artisans. Sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas, cette part ne peut être inférieure à 10% du montant prévisionnel du marché.

Le Pouvoir adjudicateur souhaite appliquer une telle condition dans le cadre du présent marché pour **une part minimale d'exécution de 10%** du montant prévisionnel du marché. Les candidats indiqueront précisément dans leur proposition la part du marché qu'ils s'engagent ainsi à confier à des PME ou à des artisans.



## 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la consultation (RC) et ses deux annexes ;

Il est téléchargeable gratuitement sur la plateforme électronique du profil acheteur. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Aucune réclamation ne sera acceptée en raison du caractère éventuellement incomplet, inexact ou erroné des données présentées au sein du Dossier de Consultation des Entreprises. Les informations et études contenues dans ce dossier sont fournies à titre indicatif et ne pourront en aucun cas engager la responsabilité du Pouvoir adjudicateur.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 11 jours avant la date limite de réception des offres sans modification de la date de remise des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'acheteur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'acheteur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1. Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- X **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3, R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique :**

En phase de candidature, les candidats doivent fournir les renseignements et formalités concernant leur situation afin d'évaluer la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de l'admission des candidatures. Le dossier « CANDIDATURE » contient les pièces et renseignements suivants :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels		Non
Bilans ou extraits de bilans concernant les trois dernières années des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi		Non

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non



Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non
Liste des projets exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)		Non
Annexe n°1 du présent Règlement de la consultation « Recueil des références » (fichier Excel à compléter) : le candidat indiquera les principales prestations effectuées dans le cadre de marchés globaux de performance, ainsi que dans les différentes compétences nécessaires à la réalisation du projet, au cours des cinq dernières années. Les références doivent être prouvées par des attestations du destinataires ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Ce recueil n'étant pas limitatif, le candidat peut présenter autant de références qu'il le souhaite et qui permettront d'apprécier ses capacités à gérer un marché de même nature et complexité que le présent marché		Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprises, et notamment des responsables de prestations de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché		Non
Certificats de qualifications professionnelles QUALIFELEC : ME4 : Maintenance et Entretien niveau 4 ou équivalent, TN4 : Travaux neufs niveaux 4 ou certificats équivalents (la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen : certificats d'identité professionnelle ou références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat) ;		Non
Certificats ou attestations de formation ou de compétences liées à l'exploitation de patrimoine de réseaux électrique, d'éclairage public, de gestion d'énergie (de type IPMVP ou équivalents ;		Non
Certificats ou attestations de formation ou de compétences liées à l'exploitation de réseaux d'eau potable ;		Non
Certificats ou attestations de formation ou de compétences liées GMAO/SUPERVISEUR/COMMUNICATION ;		Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront par ailleurs fournir les certificats délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique

pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour les entreprises nouvellement créées, les candidats devront fournir les éléments équivalents susceptibles de permettre d'apprécier leurs capacités professionnelles, techniques et financières, ainsi que la liste des éventuels chantiers et/ou d'études en cours le cas échéant, en précisant leur avancement.

#### Pièces de l'offre :

Les candidats admis à remettre une offre à l'issue de la phase de candidature auront à produire un dossier « OFFRE » complet comprenant les pièces listées ci-après, complétées et datées par eux :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non obligatoire (*)
Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non
Le Bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le mémoire technique	Non
Le cadre des garanties souscrites	Non
L'attestation de visite du site	Oui

L'attention des candidats est portée sur le fait que le mémoire technique ainsi que le cadre des garanties souscrites seront des pièces contractuelles du marché.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

(\*) La signature électronique du contrat par le Titulaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Exceptionnellement, si le candidat n'a pas encore obtenu sa signature électronique, ou s'il n'a pas signé l'offre, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

## 6.2. Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration :

Non ☒ Oui ☐



### 6.3. Visites des sites

---

Une visite des sites est obligatoire pour chacun des candidats qui seront admis à remettre une offre à l'issue de la phase de candidature. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Une attestation de visite des lieux, fournie au sein du Dossier de Consultation des Entreprises, devra être complétée et signée par les candidats et le représentant du Pouvoir adjudicateur.

En raison de la particularité des conditions de réalisation des prestations du présent marché, chaque candidat doit s'être rendu compte sur place de l'état des lieux et des éventuelles difficultés d'exécution, et ne pourra ainsi en aucun cas s'alléguer d'une mauvaise information.

Durant cette visite obligatoire, les candidats pourront effectuer des observations, prises de notes et de photos. En revanche, ils ne pourront formuler aucune question ou demande de précisions quant au contenu administratif ou technique de la consultation. Les éventuelles questions devront impérativement être posées par écrits selon les modalités définies au présent Règlement de consultation.

Les conditions (date et heure) de visite des sites seront communiquées aux seuls candidats admis à remettre une offre à l'issue de la phase de candidature.



## 7.CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Concernant la première phase de candidature, les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

**La date et l'heure limites de remise des offres seront communiquées aux seuls candidats retenus à l'issue de la phase de candidature et admis à remettre une offre.**

### 7.1. Transmission électronique

---

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil de l'acheteur, à l'adresse URL suivante : <https://demat.centraledesmarches.com>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au Pouvoir adjudicateur. La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB, etc.) n'est ainsi pas autorisée. De même, les plis papiers qui seront remis ne seront pas retenus.

Au stade de la première phase de cette consultation - phase de candidature - le pli doit contenir les pièces définies à l'article 6.1 du présent Règlement de la Consultation.

Au stade de la deuxième phase de cette consultation - phase d'offres - le pli des candidats admis à remettre une offre doit contenir les pièces définies à l'article 6.1 du présent Règlement de la Consultation.

Les offres qui seraient remises au titre de la première phase de candidatures ne seront pas retenues et seront le cas échéant renvoyées aux candidats.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (Cd-ROM, clé USB, etc.) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « Copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception. Elle peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :



## SODEAL

21 Cours des gentilshommes  
34 300 CAP D'AGDE

Les horaires d'ouverture de la SODEAL sont : du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h30 et de 14h à 17h.

Conformément à l'article 2 de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, celle-ci est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- format Word (".doc") ;
- format Acrobat (".pdf") ;
- format Excel (".xls") ;
- format RTF (".rtf") ;
- format libre office (.ods)

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme au règlement eIDAS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



## 8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 8.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.


Le nombre maximal de candidats admis à présenter une offre est de 3, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures. Si le nombre de candidatures présentant les capacités juridiques, financières et techniques requises est supérieur à 3, les candidats habilités à remettre une offre seront sélectionnés au terme d'un classement établi en prenant en compte les critères suivants assortis de la pondération suivante :

Critère et sous-critère	Pondération
<i>Capacités professionnelles appréciées au regard des références fournies par le candidat et de leur adéquation avec le projet objet de la présente consultation (annexe n°1 du présent Règlement de la Consultation)</i>	50 points
<i>Capacités techniques appréciées au regard des compétences professionnelles du candidat et au regard de leur adéquation avec le projet objet de la présente consultation :</i>	50 points
Moyens humains du candidat : Diplôme, fonctions, expériences et CV de chaque intervenant	25 points
Moyens matériels du candidat	25 points
<b>TOTAL</b>	<b>100 points</b>

Au regard de l'analyse des critères et sous-critères selon la pondération présentée ci-avant, une note globale sera attribuée à chaque candidature. Les candidatures seront ensuite classées par note globale décroissante.

A l'issue de l'analyse des candidatures, ne seront pas admis :

- ✗ Les candidats ne pouvant soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique relatifs à l'exclusion de plein droit ;
- ✗ Les candidatures incomplètes, qui ne sont pas accompagnées des pièces administratives demandées dans l'article 6.1 du présent Règlement de consultation ;
- ✗ Les candidatures qui ne justifient pas de capacités professionnelles, financières et techniques suffisantes au regard de l'objet du Marché.



Seuls les trois premiers candidats du classement seront admis à présenter une offre durant la deuxième phase de la procédure.

## 8.2. Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L2152-4, R 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
1- Valeur technique	60 points
2- Prix des prestations	40 points
<i>TOTAL</i>	<i>100 points</i>

Un mémoire technique est à remettre par les candidats pour la notation du critère « valeur technique ».

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.


En cas d'offres anormalement basses, il sera fait application de l'article L2152-6, R2152-3 à R2152-5 du Code de la Commande Publique.

Les offres régulières, acceptables, appropriées et qui n'auront pas été rejetées en application des articles R.2152-3 à R.2152-5 et R.2153-3, seront classées par note globale décroissante en application des critères d'attribution présentés ci-avant.

## 8.3. Suites de la procédure

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant présenté une offre. S'il décide de négocier, le pouvoir adjudicateur choisira librement les candidats avec lesquels il souhaite engager les négociations, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

La négociation pourra se faire par courrier, entretien, audition ou message électronique. Elle pourra se dérouler en une ou plusieurs phases.



Il pourra négocier également avec les offres jugées irrégulières ou inacceptables, conformément à l'article R2152-1 du Code de la Commande Publique. **Seule l'absence du mémoire technique, de l'acte d'engagement ou de l'offre financière sera considérée comme non régularisable.**

Toutefois, le Pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de ne pas négocier conformément à l'article R2161-17 du Code de la Commande Publique, mais, il pourra autoriser les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières.

Si après négociation, les offres demeurent toujours irrégulières ou inacceptables, elles seront éliminées.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire. Dès que l'acheteur aura vérifié auprès des administrations concernées, la régularité des certificats et attestations du candidat, prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique, ou dès que le candidat aura fait parvenir ces attestations, l'offre du candidat sera retenue de façon définitive.

Dans le cas où la situation du candidat n'est pas régulière au regard des cotisations aux services fiscaux et sociaux, son élimination sera prononcée par le Pouvoir adjudicateur qui procédera à la même vérification pour le candidat suivant dans le classement des offres.

## 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 9.1. Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant la présente consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande par l'intermédiaire du profil acheteur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat.centraledesmarches.com>

Une réponse sera alors adressée aux trois candidats admis à remettre une offre, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 9.2. Procédures de recours

**X Le tribunal territorialement compétent est :**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER

6 rue PITOT

34063 MONTPELLIER

Courriel : [greffe.ta-montpellier@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montpellier@juradm.fr)

Adresse internet (U.R.L) : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

**X Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :**

GREFFE DU TRIBUNAL DE MONTPELLIER

6 rue PITOT

34063 MONTPELLIER


Courriel : [greffe.ta-montpellier@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montpellier@juradm.fr)

Adresse internet (U.R.L) : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr>

**X En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :**

COMITÉ CONSULTATIF INTERDÉPARTEMENTAL DE RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

Préfecture de la région Provence Alpes Côte d'Azur



Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)  
CCRA de Marseille  
Place Félix Baret  
CS 80001  
13282 Marseille cedex 06

Catherine Pietri  
CCRA de Marseille  
Tél : 04.84.35.45.54  
Mél : [catherine.pietri@paca.gouv.fr](mailto:catherine.pietri@paca.gouv.fr)  
Courriel : [catherine.pietri@paca.gouv.fr](mailto:catherine.pietri@paca.gouv.fr)  
Adresse internet (U.R.L) : <http://ccimp.com>





## 10. ANNEXES

### 10.1. Annexe 1 – Description des prestations à la charge du Titulaire

L'annexe 1 est un fichier PDF à part, dénommé « Annexe n°1 RC - Prestations à charge du Titulaire - CANDIDATURE ».



## 10.2. Annexe 2 – Recueil des références

L'annexe 2 est un fichier Excel à part, à remplir par les candidats, dénommé « Annexe n°2 RC - Recueil des références ».